



CHAPITRE 91

Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien

[Sanctionnée le 11 février 1959]

Préambule.

ATTENDU que La corporation de la ville de Saint-Félicien a, par sa pétition, représenté:

Qu'il est d'intérêt public et conforme aux besoins de sa population en général et de ses contribuables que sa charte soit modifiée pour lui donner de plus amples pouvoirs.

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 64,
remp.
pour la
ville.

1. L'article 64 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Frais de représentation.

"64. Le maire et les échevins ne reçoivent pour leurs services, ni salaire, ni indemnité, sous quelque forme que ce soit. Le conseil peut néanmoins, par un vote des deux tiers des échevins, adopter un règlement accordant une somme annuelle ne devant pas excéder douze cents (\$1,200.00) dollars pour le maire et six cents (\$600.00) dollars pour les échevins à titre de frais de représentation."

S.R.,
c. 233,
a. 446a,
aj. pour
la ville.

2. Ladite Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l'article 446, le suivant:

Lots non bâtis.

"446a. Dans le cas de lots non bâtis, la taxe d'eau peut être imposée sur iceux, mais le montant annuel de

CHAPTER 91

An Act to amend the charter of the town of Saint-Félicien

[Assented to, the 11th of February, 1959]

Preamble.

WHEREAS The corporation of the town of Saint-Félicien has, by its petition, represented:

That it is in the public interest and in conformity with the needs of its population in general and of its ratepayers that its charter be amended so as to give it more amply powers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 64 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 64,
replaced
for town.

"64. The mayor and the aldermen shall not receive any salary or indemnity, in any form whatsoever, for their services. Nevertheless, the council may, by a two-thirds vote of the aldermen, enact a by-law to provide an annual sum not to exceed twelve hundred (\$1,200.00) dollars for the mayor and six hundred (\$600.00) dollars for the aldermen as representation expenses."

Representation expenses.

2. The said Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 446 thereof, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 446a,
added
for town.

"446a. In the case of lots not built upon, the water-rate may be imposed thereon but the annual amount of the

Lots not built upon.

ladite taxe ne devra pas excéder quatre (4%) pour cent de la valeur du terrain telle que portée au rôle d'évaluation municipale en vigueur, et de plus, dans ces cas, la municipalité ne sera pas tenue de poser les tuyaux de distribution jusqu'à l'alignement de la rue, mais il sera nécessaire que le maître tuyau du système d'aqueduc passe devant cesdits lots non bâtis. Quelle que soit la valeur du terrain telle que portée au rôle d'évaluation, le montant annuel de la taxe ci-dessus mentionné ne devra pas être inférieur à cinq (\$5.00) dollars ni excéder trente-cinq (\$35.00) dollars pour chaque lot."

S.R.,
c. 233,
a. 472,
am. pour
la ville.

3. L'article 472 de ladite Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1°, le suivant:

Nuisances.

"1^a Pour décréter que le fait par le propriétaire ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie bâti de laisser pousser sur ledit lot des branches, broussailles et mauvaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, déchets, détritrus, papiers ou bouteilles vides, constitue une nuisance; pour permettre aux employés de la ville de s'introduire sur ledit terrain pour y enlever lesdites nuisances aux frais du propriétaire ou de l'occupant en défaut et pour imposer des amendes aux personnes qui laissent exister telle nuisance, de même que pour prescrire toutes mesures propres à les empêcher.

Restriction.

L'alinéa ci-dessus ne s'applique pas aux marchands de fer ou de ferrailles qui ont déjà des dépôts de marchandises, mais ils pourront être obligés d'entourer la cour contenant un dépôt de telles marchandises d'une clôture de six (6) pieds de hauteur."

S.R.,
c. 233,
a. 473a,
aj. pour
la ville.

4. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 473, le suivant:

Création de fonds industriel autorisée.

"**473a.** Nonobstant toute disposition législative incompatible, la ville est autorisée à créer un fonds industriel n'excédant pas cent mille (\$100,000.00) dollars, pourvu que le ou les règlements en décrétant la création aient reçu toutes les approbations requises par la loi pour les règlements d'emprunt. Cet emprunt sera

said rate shall not exceed four (4%) per cent of the value of the land as entered on the municipal valuation roll in force, and moreover, in such cases, the municipality shall not be obliged to lay the distribution pipes up to the alignment of the street, but it shall be necessary that the main pipe of the waterworks systems pass in front of the said lots not built upon. Whatever may be the value of the land as entered on the valuation roll, the annual amount of the rate above-mentioned shall not be less than five (\$5.00) dollars nor more than thirty-five (\$35.00) dollars for each lot."

3. Section 472 of the said Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 472,
am. for
town.

"1^a. To enact that the fact that the owner or occupant of a vacant lot, or of a lot partly built on, allows branches, brush and weeds to grow on said lot, or allows scrap iron, waste matter, rubbish, papers or empty bottles to remain thereon, constitutes a nuisance; to authorize the employees of the town to enter on such land to remove the said nuisances at the cost of the owner or occupant at fault, and to impose fines on persons who allow such nuisance to exist, and to prescribe all measures calculated to prevent the same.

Nuisances.

The foregoing paragraph shall not apply to iron and scrap dealers who already have depots of merchandise, but they may be obliged to surround the yard containing a depot of such merchandise with a fence six (6) feet in height."

Restriction.

4. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 473, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 473a,
added
for town.

"**473a.** Notwithstanding any legislative provision to the contrary, the town is authorized to establish an industrial fund not exceeding one hundred thousand (\$100,000.00) dollars, provided that the by-law or by-laws ordering the establishment thereof have received all the approvals required by law for loan by-laws.

Création de fonds industriel autorisée.

aux fins d'acquérir, à l'amiable ou par expropriation, construire, entretenir, vendre ou louer des immeubles qui serviront, en tout ou en partie, à des fins municipales ou industrielles et, à consentir, à même ce fonds industriel, des prêts hypothécaires pour l'établissement d'industries qui seraient à l'avantage de toute la population.

Emploi
des sommes
perçues.

Tout montant provenant de ces ventes ou louages devra être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville à ce sujet et au paiement du capital, des intérêts et des autres dépenses et frais légitimes occasionnées à ce sujet, y compris les dépenses d'entretien et d'amélioration des bâtisses et terrains acquis en vertu des présentes dispositions. Le surplus de cet argent devra être déposé dans un fonds spécial dont l'utilisation partielle ou complète sera soumise à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec. La ville devra exiger que tout prêt consenti par elle en vertu des présentes dispositions soit garanti par première hypothèque sur les terrains et les bâtisses. Elle pourra aussi prendre une garantie sur la machinerie sans être obligée d'en avoir la possession pour garantir la créance de la ville au même titre que les immeubles.

Acquisition
pour
protection
de créance.

Advenant le cas où la ville serait obligée de protéger sa créance, elle pourra acquérir les immeubles hypothéqués en sa faveur de même que la machinerie, et ensuite, les revendre ou louer; le prix de revente ou de location devra être approuvé par la Commission municipale de Québec et sera consacré uniquement au remboursement desdits emprunts, sauf si la Commission municipale permet d'en disposer autrement.

Pouvoir
d'em-
prunt non
affecté.

Ces emprunts pour les fins du fonds industriels n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la ville pour ses fins municipales."

S.R.,
c. 233,
a. 485a,
aj. pour
la ville.

5. Ladite Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 485, le suivant:

Rôle sur
fiches, etc.

"**485a.** Le conseil de la ville pourra ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles mobiles, à la condition que, sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles,

Such loan shall be for the purposes of acquiring, by agreement or by expropriation, erecting, maintaining, selling or leasing immoveables to be used, in whole or in part, for municipal or industrial purposes, and of making, out of such industrial fund, hypothecary loans for the establishment of industries calculated to benefit the whole population.

Any amount received from such sales or leases shall be used to extinguish the liabilities incurred by the town in the premises and to pay the principal, interest and other legitimate expenses and costs incurred in that respect, including expenses to maintain and improve the buildings and lands acquired under these provisions. The surplus of such money shall be deposited in a special fund the use of which, in whole or in part, shall be subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission. The town shall require that any loan it may grant under these provisions be secured by first hypothec on the lands and buildings. It may also take security on the machinery without being obliged to have the possession thereof to secure the claim of the town on the same basis as the immoveables.

Use of
sums
collected.

If the town should be obliged to protect its claim, it may acquire the immoveables hypothecated in its favour as well as the machinery, and subsequently resell or lease the same; the resale price or rent must be approved by the Quebec Municipal Commission and shall be used solely for the repayment of the said loans, unless the Quebec Municipal Commission permits it to be otherwise disposed of.

Acquisition
to
protect
claim.

Such loans for the purposes of the industrial fund shall not affect the borrowing power of the town for its municipal purposes."

Borrowing
power
not af-
fected.

5. The said Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 485, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 485a,
added
for town.

"**485a.** The town council may order, by resolution, that the valuation roll be composed of index-cards or loose leaves, provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be in-

Roll on
index-
cards, etc.

l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du trésorier ou du greffier ou de l'assistant de l'un ou de l'autre. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles, sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle, à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales du trésorier ou du greffier ou de l'assistant de l'un ou de l'autre."

1953-54,
c. 105,
a. 6, ab.

6. L'article 6 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 105, est abrogé.

S.R.,
c. 233,
a. 668,
remp.
pour la
ville.

7. L'article 668 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Mode de
signifi-
cation.

"**668.** La signification de toute pièce émise par la Cour municipale ou par le juge municipal se fait en transmettant par lettre recommandée une copie ou double de cette pièce au défendeur ou à l'accusé personnellement, à son domicile, ou à sa place d'affaires."

1949,
c. 99, a. 1,
remp.

8. L'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 99, est remplacé par les suivants:

Taxe de
vente
autorisée.

"**1.** La ville de Saint-Félicien peut, par règlement, prélever à compter du premier mai 1949 ou de toute autre date postérieure qu'elle fixera, inclusivement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux (2%) pour cent du prix de vente ou d'achat en détail, de tout bien meuble, effet mobilier, toutes marchandises et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice ou la chaleur, vendus dans les limites territoriales de la ville de Saint-Félicien.

Prélève-
ment, etc.

"**2.** Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941, et ses amendements.

Conven-
tions.

"**3.** Ladite corporation est autorisée à faire des conventions avec le ministre

indicated under the initials of the treasurer or of the clerk or of the assistant of either. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made, may form part of the new roll, provided mention thereof is made on each of them under the initials of the treasurer or of the clerk or of the assistant of either."

6. Section 6 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 105, is repealed.

1953-54,
c. 105,
s. 6, re-
pealed.

7. Section 668 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 668,
replaced
for town.

"**668.** The service of any document issued by the Municipal Court or by the municipal judge shall be made by sending by registered mail a copy or duplicate thereof to the defendant or accused personally, at his domicile or at his place of business."

Mode of
service.

8. Section 1 of the act 13 George VI, chapter 99, is replaced by the following:

1949,
c. 99, s. 1,
replaced.

"**1.** The town may impose by by-law and levy, from the first of May, 1949, or any subsequent date it may determine, inclusive, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax" not exceeding two (2%) per cent of the retail sale or purchase price, on any moveables, moveable effects, merchandise and any article of trade whatsoever, including gas and electricity used for lighting, power and heating, sold in the territorial limits of the town of Saint-Félicien.

Sales tax
author-
ized.

"**2.** The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions as the taxes collected under chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amend-ments.

Levy, etc.

"**3.** The said corporation is authorized to make agreements with the Minister of

Agree-
ments.

des finances de la province pour la perception et la distribution de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.

Stipulation.

Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier de ladite corporation d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88, et ses amendements).

Droits transférés.

Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de ladite corporation concernant la perception de la taxe susdite et les poursuites pour infraction à la présente loi.

Disposition applicable.

"4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'achat et de vente imposée par ladite corporation en vertu de la présente loi *mutatis mutandis*."

Entrée en vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Finance of the Province for the collection and distribution of the tax the imposition of which is authorized by this act.

Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the said corporation shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88, and its amendments).

Stipulation.

Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the said corporation respecting the collection of the above mentioned tax and proceedings for infringement of this act.

Rights transferred.

"4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the purchase and sales tax imposed by the said corporation under this act, *mutatis mutandis*."

Provision to apply.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming into force.